

Convention citoyenne : « Oui, mais... »

DÉBAT Les partis réagissent en ordre dispersé à l'idée émise mardi par Elio Di Rupo

- Convoquer une convention citoyenne pour rédiger un préambule à la Constitution ?
- Le « oui, mais » domine. Le MR dit non. Le CDH se tait.

Le consensus, plus on en parle, moins on en voit. La Belgique avance en ordre dispersé, pas même le 22 mars ne fut fédérateur, et ça continue.

Appelés à réagir à la proposition d'Elio Di Rupo, les états-majors des partis, pour la plupart, ne restent pas indifférents mais distants, ça, oui. Subodorant un positionnement politico-tactique de la part du président du PS, et toutes ces choses qui font le lot quotidien de la vie politique, la prudence s'impose à tous. Bilan : une adhésion relative et contrainte. Malgré tout, un pas en direction de la « démocratie directe », dont il est de plus en plus question dans le débat public.

1 « Oui ». Elio Di Rupo trouve dans le SPA de John Crombez un allié fidèle. Peter Vanvelthoven, député, membre de la commission de révision de la Constitution, réagit au nom des socialistes flamands : « L'idée est positive. Nous formulerons nous aussi une proposition en ce sens. On s'inspire de l'exemple irlandais : en 2012, un groupe d'une centaine de personnes, avec des citoyens tirés au sort, a rédigé un texte sur les valeurs, comportant une série de réformes, dont le mariage gay. Après 14 mois, le texte a été transmis aux parlementaires, et certaines propositions ont été approuvées par référendum. »

2 « Non ». Les libéraux-réformateurs ont failli créer l'événement mardi matin, où l'on a cru un instant (une heure, quand même) au « fait politique » : au siège du MR, on nous expliquait en effet que « l'idée d'Elio Di Rupo n'est pas idiote », que « oui, on est partants », même si, « bien sûr il faudra parler des modalités », et que « attention, tout cela ne doit pas masquer la volonté des partis, du PS en l'occurrence, de renoncer à prendre attitude clairement en se défaussant sur les citoyens ». Nuancée, la réaction n'était pas moins positive, et créait la surprise : il faut remonter à bien avant mai 2014, et les dernières élections, pour retrouver trace d'une possible convergence stratégique entre bleus et rouges. Et là... Rien, en fait. Une heure plus tard, Olivier Chastel, président du MR, nous contactait pour cette mise au point : « Nos valeurs fondamentales sont intangibles, ce sont celles des droits de l'Homme, de l'égalité hommes-femmes, de la défense des libertés, entre autres. Pas besoin d'une convention citoyenne pour se forger une idée sur les valeurs que nous défendons. » Circulez. Pas de cadeau au président du PS.

3 « Oui, mais ». Les verts sont un peu « oui » et beaucoup « mais ». Zakia Khattabi ironise : « Elio Di Rupo, bienvenue au XXI^e siècle ! Même si c'est sur la pointe des pieds. Car la proposition telle qu'elle est formulée est trop étriquée, cadennassée, on est loin du challenge, du vrai débat public, d'une vraie consultation, sur des questions concrètes pour la vie quotidienne des gens. » Mais l'idée n'est pas insensée, explique-t-on chez les verts. Et pour cause : fin 2015 déjà, Gilles Vanden Burre, député fédéral, avait projeté la création d'une « com-

mission de réflexion sur le nouveau démocratique composée à 50 % de parlementaires et 50 % de citoyens tirés au sort », tout cela dans le cadre du Parlement fédéral. Chez les verts, on ponctue : « C'est plus structuré que la proposition d'Elio Di Rupo. » Ce n'est pas très éloigné non plus.

Pour Défi, Olivier Maingain est ouvert mais dubitatif : « Je voudrais comprendre la méthodologie, le processus atypique dont parle Elio Di Rupo. Je n'ai pas d'objection de principe, mais je ne voudrais pas qu'on s'engage dans un processus qui n'aurait pas de résultats juridiques concrets. A mon sens, le débat sur la laïcité – en soi un débat sur les valeurs – doit aboutir d'abord en commission de révision de la Constitution. On peut discuter de la façon d'associer la société civile. Attention à trop élargir le champ d'investigation et se retrouver avec des pétitions de principe sans valeur contraignante. »

VLD et CD&V réagissent eux aussi mi-figue mi-raisin. Pour les libéraux flamands, Patrick Dewael, chef de groupe à la Chambre, et Gwendolyn Rutten, présidente du parti, estiment que « l'organisation d'un débat ci-

toyen serait logique dans le cadre d'une société harmonieuse ». Concrètement, ils privilégient les travaux de la commission de révision de la Constitution (où se tient un débat sur la laïcité de l'Etat), et sont favorables à une forme de consultation directe des citoyens une fois le texte du préambule élaboré dans cette enceinte parlementaire. Patrick Dewael nous précise : « La participation des citoyens pourrait ensuite prendre la forme d'un forum, avec une centaine de personnes, pourquoi pas, mais d'abord, finalisons nos travaux

au Parlement. » Ce qui donne au CD&V : « D'abord le travail en commission, après on verra. »

4 « Pas de commentaire ». Les centristes-humanistes ne font pas de commentaire. Non ? Non. Benoît Lutgen, président du CDH, prépare son congrès programmatique, samedi à Liège, où il sera beaucoup question des citoyens, justement. A suivre. La N-VA, elle, ne réagit pas à ce stade, mais les nationalistes flamands se manifesteront, nous explique-t-on, mercredi. ■

DAVID COPPI

LA PROPOSITION

Convention, mode d'emploi

Appelant à rédiger un préambule à la Constitution où l'on réaffirmerait les valeurs de notre démocratie et les principes du vivre-ensemble en Belgique (dont la neutralité de l'Etat), le président du PS proposait mardi de convoquer à cet effet une « convention citoyenne ». Composée pour deux tiers de citoyens tirés au sort dans la population, et un tiers de responsables politiques – une centaine de personnes au total –, elle serait présidée par le président de la Chambre ou du Sénat, opérerait en quelques mois, et déciderait par consensus. A charge ensuite pour les parlementaires de trancher et d'approuver le texte du préambule, aux deux tiers des voix, à la Chambre. Un processus qui s'ouvre à la démocratie directe, et qui, selon Elio Di Rupo, se veut « rassembleur » dans un pays divisé.

D.CI